Département
de la Haute-Vienne

TROISIÈME
CIRCONSCRIPTION
LIMOGES - BELLAC

Elections législatives
du 14 juin 1981
Union pour une Nouvelle Majorité

Electrices, Electeurs,
Mes chers amis,

Le 10 mai dernier, vous avez élu un nouveau Président de la République. **Maintenant, vous allez choisir la société dans laquelle vous voulez vivre.** C'est en effet en fonction de la majorité politique qui sortira des urnes les 14 et 21 juin prochains que le Président Mitterrand, comme il s'y est engagé, choisira le gouvernement et la politique des prochaines années.

Or, le 10 mai dernier, si vous avez voulu changer de politique, vous n'avez pas voulu le bouleversement de société auquel conduirait la prise du pouvoir, **de tous les pouvoirs,** par une coalition socialo-communiste.

Aujourd'hui, le gouvernement socialiste de transition s'emploie à vous faire croire que tout est devenu facile et raisonnable.

Tout paraît facile quand il suffit d'annoncer le relèvement du S. M. I. C., l'augmentation des allocations familiales ou la réduction de la durée du travail sans dire aux Français qui paiera et quand ils paieront.

Tout paraît raisonnable quand il n'y a pas de ministres communistes dans un gouvernement qui comprend pourtant 43 membres. Mais le Parti communiste et son puissant appareil attendent leur heure pour mettre les socialistes au pied du mur. Comme l'a dit Georges Marchais : « Je ne roule pas gratuitement ».

Et pourtant le danger est là. Les réserves monétaires patiemment reconstituées par M. BARRE servent à soutenir notre monnaie contre la méfiance internationale et risquent d'être vite épuisées. On diffère l'augmentation du prix de l'essence pour des raisons électorales. On remet en cause la construction de la centrale nucléaire de Plogoff alors que la poursuite du programme électro-nucléaire est pour la France une nécessité absolue.

Dans la plus grande confusion, on suspend puis on rétablit (?) les essais nucléaires alors qu'ils sont la condition essentielle du perfectionnement de notre force de dissuasion, instrument de l'indépendance nationale.

Le danger est là à travers ces premières mesures démagogiques.

Le danger ne pourrait que s'accroître si les dispositions du projet socialiste — dont les socialistes ne parlent plus aujourd'hui mais que vous devez lire pour savoir ce qu'ils veulent faire de la France — complétées par les 103 propositions communistes étaient mises en œuvre après les élections législatives.

Ces projets auraient de lourdes conséquences sur votre vie quotidienne et conduiraient à un bouleversement de la société française :

1° Nationaliser toutes les banques, c'est donner à l'Etat la maîtrise absolue du crédit et donc de tous les prêts dont vous pouvez avoir besoin comme **industriels, agriculteurs,** ou comme acquéreurs d'un logement ou d'une voiture. C'est aggraver l'emprise d'une bureaucratie sur une économie qui souffre déjà d'être trop étatisée.

2° Recruter 210 000 fonctionnaires supplémentaires, ce n'est certainement pas régler le problème du chômage mais c'est sûrement, conjugué avec un accroissement considérable de toutes les dépenses publiques, alourdir la pression fiscale qui asphyxie nos entreprises et décourage l'initiative individuelle.

3° Réduire la durée du service national et limiter les crédits militaires (parce qu'il n'y aura plus d'argent une fois satisfaites toutes les priorités sociales) c'est condamner la France à perdre très vite son indépendance et laisser à d'autres le soin d'assurer sa sécurité.

4° Accepter des ministres communistes au gouvernement, c'est confier le pouvoir au parti le plus prosoviétique d'EUROPE, c'est conduire la France, seule dans ce cas parmi tous ses alliés occidentaux, à perdre leur confiance, sa crédibilité et son audience dans le monde.

5° Collectiviser les terres par la création d'offices fonciers cantonaux, c'est empêcher nos agriculteurs de travailler librement, c'est permettre à un parti de contrôler comme il l'entend la répartition des terres.

6° Supprimer l'enseignement libre, c'est nous interdire de choisir librement l'école de nos enfants.

Le danger est là. Et pourtant, vous avez déjà, en 1978, marqué votre refus de voir appliquer un programme dit « commun » qui conduirait à la collectivisation de notre économie et au bouleversement de vos habitudes de vie. Pourquoi accepteriez-vous en 1981 ce que vous avez déjà clairement refusé il y a trois ans ?

En fait, le 10 mai dernier, **si vous avez voulu changer, ce n'est pas pour changer de société.**

C'est pourquoi il faut barrer la route à une coalition socialo-communiste et permettre au Président de la République de gouverner avec des hommes qui préservent ce à quoi nous tenons le plus : l'indépendance de la France et le maintien de nos libertés.

La Haute-Vienne a toujours compris les vertus du contrepoids, qui oblige le pouvoir à modérer ses excès et à tenir compte des vœux du plus grand nombre.

Face à un président socialiste, elle doit choisir des députés capables de refuser la démagogie, le dogmatisme, l'irresponsabilité et les idées folles qui l'emporteraient à coup sûr si une majorité socialo-communiste devait siéger à l'Assemblée Nationale.

Une autre voie lui est offerte : la nouvelle politique que lui proposent Jacques CHIRAC et l'Union pour une Nouvelle Majorité. Une nouvelle politique qui devra instaurer :

— une société de plein emploi et de dialogue social.

Il n'y a pas de fatalité du chômage. Il n'y a pas non plus de solutions miracles comme le prétendent les socialistes en proposant un programme trompeur où l'on crée artificiellement des emplois de fonctionnaires supportés par les contribuables.

La cause profonde du chômage, c'est la stagnation de notre économie. Il faut donc s'attaquer au mal en prenant les moyens de retrouver une croissance forte, c'est-à-dire en libérant les entreprises des entraves à leur dynamisme et en diminuant les charges de toutes sortes qui pèsent sur elle.

— une société de liberté, fondée sur l'initiative et la responsabilité personnelle qui redonne aux Français le goût d'entreprendre et qui garantisse les libertés de l'enseignement, de la santé et de la culture.

— Une FRANCE forte et indépendante qui puisse rester le chef de file des peuples qui entendent ne pas succomber aux hégémonies et jouer un rôle actif dans le monde pour faire triompher l'indépendance et la liberté.

Pour y parvenir, il faut poursuivre l'effort engagé par le Général de Gaulle et poursuivi sans relâche pour moderniser nos forces nucléaires et classiques, car, face à l'impérialisme soviétique et à ses tentatives de déstabilisation au Moyen Orient et en Afrique, la FRANCE doit faire face et non s'incliner.

Pour y parvenir, il faut poursuivre la réalisation d'un programme électro-nucléaire qui nous permettra de ne pas subir trop gravement les conséquences d'une crise internationale qui compromettrait notre approvisionnement en pétrole.

C'est pourquoi, le 14 juin prochain, **vous refuserez la voie de la bureaucratisation et du collectivisme** que tous nos voisins européens ont déjà rejeté.

Vous voterez pour le candidat de la liberté et de l'indépendance de la France qui saura s'opposer, avec J. CHIRAC et tous les modérés, à la mainmise d'un seul parti sur notre pays.

Homme du Limousin, attaché à cette région que j'ai connue et appréciée comme sous-préfet de BELLAC et que je n'ai pas quittée depuis, malgré mes diverses résidences administratives, y revenant, dès que j'avais un instant, pour y retrouver mes racines et votre terre, j'aspire à la représenter au Parlement au titre de la 3e circonscription de la Haute-Vienne.

Homme d'expérience et de dialogue, j'entends contribuer, par mon action, comme je l'ai fait partout où j'ai servi mon pays et ses hommes, à régler les problèmes qui sont les vôtres dans le cadre de la nouvelle politique que propose Jacques CHIRAC.

Tous ensemble, demain, nous maintiendrons la France dans le camp de la liberté.

Vous direz NON à l'Etat-P. S. et NON à l'aventure socialo-communiste.

Vous voterez massivement pour Marc BUCHET, candidat de l'Union pour une Nouvelle Majorité, candidat de tous les Français épris de liberté.



Marc BUCHET

Ancien Sous-Préfet de Bellac
Officier de la Légion d'Honneur
Médaille de la Résistance avec rosette



Paul PETIT

Agriculteur
Conseiller Municipal
de Bessines-Morterolles

Vu : les candidats.

fabrègue, saint-yrieix - limoges